

ARMÉE ET MARINE

I

Proposition de loi sur les Conseils de guerre et cours martiales.

La Chambre, dans sa séance du 10 décembre, a discuté une proposition de loi émanant de M. Paul Meunier, tendant à la suppression des cours martiales dans la zone de guerre et à certaines modifications aux textes en vigueur depuis le commencement de la guerre, applicables aux conseils de guerre.

L'auteur, rapporteur en même temps de la proposition, en exposa l'économie et le but.

On n'a pas oublié que la déclaration d'état de siège a permis aux tribunaux militaires de l'ensemble du territoire de se saisir de toute infraction intéressant la sûreté de l'État ou l'ordre public; depuis le 2 août 1914, pour ces faits, toute la population, même civile, est donc justiciable des conseils de guerre. Nous n'avons pas à revenir sur la portée de cette disposition qui a été longuement étudiée dans nos séances (V. *supra*, p. 75 et suiv., 163 et suiv.).

Les inconvénients en ont été signalés, et c'est pour les faire disparaître que la proposition Meunier tendait à la restriction de la compétence des tribunaux militaires sur ce point.

D'autre part, l'organisation de la justice militaire en temps de guerre, exposée dans tous ses détails par le commandant Jullien dans notre séance du 20 janvier (*supra*, p. 59 et suiv.), apparaissait à M. Meunier comme susceptible d'utiles modifications. On se souvient que l'état de guerre, aux termes du Code de justice militaire de 1857, opère une division de la justice militaire en deux catégories : d'une part, conseils de guerre aux armées, réduits à cinq juges au lieu de sept, où l'instruction préalable n'est pas obligatoire; conseils de guerre permanents du territoire, d'autre part. Pour ces deux catégories, d'ailleurs, pas d'assistance d'avocat à l'instruction, pas d'application de la loi Bérenger, pas de circonstances atténuantes, pas de

pourvoi en cassation (V. sur tous ces points, *supra*, p. 286 et suiv., 321 et suiv.). Sans doute la loi de 1857 a prévu une garantie pour l'accusé, le pourvoi en révision; mais elle en a aussi prévu la suspension possible dans la zone des armées en vertu d'un simple décret; et dès le 10 août 1914, ce décret supprimant le recours en révision était pris. Restait encore, il est vrai, le recours en grâce. Mais cette garantie suprême elle-même disparaissait dès le 1^{er} septembre 1914 du fait d'une décision du Ministre de la Guerre, « à moins qu'exceptionnellement l'officier qui a ordonné la mise en jugement n'estime qu'il y a lieu de proposer au chef de l'État une commutation de peine ».

Un troisième fait, la déclaration de l'état de guerre qu'il ne faut pas confondre avec l'état de guerre lui-même, est intervenu : deux décrets de fin août et du 8 septembre 1914 ont déclaré que *la totalité* du territoire français était en état de guerre. Graves conséquences de cette déclaration : cela veut dire que la procédure suivie « aux armées » s'applique désormais aux conseils de guerre « du territoire »; tout citoyen civil ou militaire peut être déféré, sans instruction préalable, au conseil de guerre, à la condition d'être cité vingt-quatre heures à l'avance.

Est-ce tout? Non pas : le 6 septembre 1914 était pris un décret instituant les cours martiales dans la zone des armées, composées de trois juges, où l'officier poursuivant était souvent le président même de la cour martiale, jugeant sans information préalable, condamnant à la majorité de deux voix contre une, rendant des décisions sans voie de recours.

Tel fut l'exposé de M. Paul Meunier, qui a conclu sur ce point :

« Il n'est pas exagéré de dire qu'on a épuisé vis-à-vis du peuple en armes, vis-à-vis de la population civile tout entière, toutes les rigueurs pénales que le Code de justice militaire permettait d'employer. (*Applaudissements.*) Jamais ce grand peuple admirable n'a été soumis à une pareille épreuve. »

En résumé, la proposition demandait : la suppression des cours martiales (V. *supra*, p. 337 et suiv.), le rétablissement de l'instruction préalable conformément à la loi de 1897 (V. *supra*, p. 67, 186 et suiv., 321 et suiv.) et du pourvoi en cassation (V. *supra*, p. 69), l'application de la loi de sursis et des circonstances atténuantes (V. *supra*, p. 68, 326 et suiv.); elle ordonnait une limitation des actes délictueux commis par des civils et soumis aux conseils de guerre de l'intérieur (V. *supra*, p. 71 et suiv., 75 et suiv., 164 et suiv.).

Le commissaire du gouvernement, M. Paul Matter, accepta cer-

taines de ces modifications aux textes édictés depuis la guerre; il en repoussa nettement d'autres; la Chambre les maintint toutes.

Vainement, M. Matter fit valoir qu'il est de ces magistrats s'honorant de ne pas comprendre qu'on puisse séparer la justice de l'humanité, que « nous sommes, hélas! dans des temps durs, qu'il n'y a point d'armée, point de victoire sans une forte discipline, que nous sommes en heures de guerre, qu'il ne faut pas, dans les conditions de guerre où nous nous trouvons, faire une expérience dangereuse ».

La Chambre refusa de changer rien au texte qui lui était proposé et qui fut adopté.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cet important projet.

II

Les conseils de discipline pendant la guerre.

Pendant la durée des hostilités et pour lever les difficultés de toute sorte résultant de la dispersion des unités dans les secteurs du front, une circulaire ministérielle a apporté des modifications importantes à l'organisation et au fonctionnement des conseils de discipline tels qu'ils sont réglés par l'instruction fondamentale du 28 mars 1912.

Le conseil de discipline se compose de trois officiers de grade et d'ancienneté quelconques, pris au besoin dans des corps autres que celui auquel appartient l'inculpé.

Les formalités de procédure réglementaires peuvent être simplifiées et même supprimées, sauf en ce qui concerne l'obligation de provoquer les observations de l'intéressé sur les faits relevés contre lui; c'est ainsi que, par exception, le rapporteur n'est plus tenu de présenter un rapport écrit.

L'envoi aux sections spéciales de discipline est prononcé par le général commandant l'armée; les dossiers des intéressés sont ensuite transmis au général commandant en chef, qui les adresse au ministre.

III

Liberté de la défense devant les Conseils de guerre.

La Ligue des Droits de l'homme a demandé au gouvernement d'accorder aux défenseurs des accusés déferés, en temps de guerre, à la

juridiction militaire, le droit de communiquer librement avec leurs clients et de consulter les dossiers à toutes les étapes de la procédure.

Elle a fait remarquer que ces garanties ont été introduites dans le Code de justice militaire du temps de paix en 1899. Elles doivent également être appliquées en temps de guerre. M. F. Buisson, président de la ligue, s'est exprimé ainsi :

« La presse publie chaque jour des communiqués relatifs à l'instruction. Et par une anomalie extraordinaire, les défenseurs n'en connaissent rien, si ce n'est par les indiscretions officieuses sinon officielles que l'administration de la justice militaire accorde aux journalistes.

» Ainsi l'opinion publique peut être égarée. Un verdict s'élabore hors du palais de justice dont il est toujours à craindre que l'écho ne parvienne aux juges. » (*Le Temps* du 8 décembre.)

On se rappelle que la question s'est posée à la Société Générale des Prisons lors de la discussion sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de guerre en temps de guerre (*supr.*, p. 186 et suiv.; 309 et suiv.).

Il est certain qu'il y a une certaine anomalie à opposer aux avocats le principe du secret de l'instruction, alors que dans les affaires dont s'occupe l'opinion publique, la presse est tenue au courant des différentes phases par lesquelles passe l'information. Il faut, dit-on, qu'une porte soit ouverte ou fermée; si celle du rapporteur doit être seulement entrebâillée, ce n'est pas au profit de la presse, mais tout d'abord au profit de l'avocat qu'elle doit l'être.

Les auteurs des réclamations qui se sont produites ont reçu satisfaction en vertu d'une récente circulaire du ministre de la Guerre, dont voici le texte :

Paris, le 17 décembre 1915.

Le ministre de la Guerre,

A MM. les gouverneurs militaires de Paris et Lyon, les généraux commandant les régions, le général commandant en chef les forces de terre et de mer de l'Afrique du Nord.

L'examen des procédures suivies devant les Conseils de guerre m'a amené à penser qu'il était nécessaire de donner aux avocats plus de facilités pour assurer la défense des inculpés.

Dans les instructions en cours devant les Conseils de guerre permanents, une double concession me paraît devoir être faite désormais aux intérêts de la défense.

D'une part, les rapporteurs devront, à l'avenir, accorder à l'avocat le droit de conférer avec l'inculpé, dès que celui-ci est détenu en vertu d'un mandat de dépôt.

D'autre part, il conviendra que les rapporteurs autorisent la communication du dossier au défenseur, sur la demande de l'inculpé, après le dernier interrogatoire, mais avant la clôture de l'information.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien donner aux autorités judiciaires militaires placées sous votre commandement les instructions nécessaires pour assurer l'exécution des présentes prescriptions.

Je vous rappelle enfin qu'il est essentiel de ne pas perdre de vue que, en principe, l'inculpé *non militaire* est justiciable des tribunaux de droit commun.

Ce n'est donc qu'à titre exceptionnel qu'il peut être traduit devant les Conseils de guerre.

Signé : GALLIÉNI.

INFORMATIONS DIVERSES

TAXATION DES DENRÉES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ. -- Le 3 novembre, le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à la taxation et éventuellement à la réquisition de « toutes les denrées et matières nécessaires à la subsistance, au chauffage et à l'éclairage ». Ce projet de loi confiait la taxation soit aux maires, soit — « à défaut par le maire de prononcer la taxation et si les circonstances l'exigent » — aux préfets.

Un délai de cinq jours était donné pour « recours contre la taxation établie par le maire », et ce recours devait être porté devant le préfet « qui statuera dans le délai de cinq jours ». Le recours n'était pas suspensif. Le préfet, pour s'éclairer, devait prendre l'avis d'une commission « de six membres, dont deux obligatoirement choisis l'un parmi les membres des chambres de commerce, l'autre dans les syndicats agricoles ». Aucun recours n'était prévu contre les décisions du préfet.

Le projet stipulait que « toute infraction aux actes des autorités administratives portant taxation des denrées ou matières de consommation » serait punie « d'une amende de deux cents à dix mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an au plus », sous réserve de l'application de l'article du Code pénal sur les circonstances atténuantes.

Ce projet n'est pas sans présenter de sérieuses difficultés. La taxation serait locale, et en effet il n'en peut guère être autrement, les prix de revient et par conséquent les prix de vente étant nécessairement variables suivant les régions. Mais alors, sous prétexte d'amener les approvisionnements à des prix raisonnables, on risque au contraire de les tarir si les producteurs, jugeant les prix de la taxe insuffisamment rémunérateurs, s'évadent avec leurs marchandises vers des marchés restés libres.

Il est vrai que le même projet prévoit un droit de réquisition. Mais s'il est relativement aisé d'exercer un droit de réquisition au profit de l'État, il est assez difficile d'envisager l'application du